

VALEUR ET RICHESSE

Les ouvrages sur l'histoire de la pensée économique présentent souvent Adam Smith (1723-1790) comme le fondateur de l'économie politique. Cette tradition présente plusieurs inconvénients : elle entraîne la méconnaissance de certaines analyses majeures (même si Adam Smith a cherché à présenter les théories économiques de son époque : mercantilistes et physiocrates), elle pousse à une lecture partielle de Smith (Béraud, 1992) en passant sous silence l'influence qu'eurent sur lui Francis Hutcheson (1694-1746) et David Hume (1711-1776), enfin elle ne retranscrit pas complètement l'opposition qui se dessine au début du 19^{ème} siècle entre la tradition économique française (qui a toujours mis l'accent sur le rôle de l'utilité dans la définition de la valeur, des richesses et dans la formulation des prix) et l'école anglaise (qui soutenait que le prix des produits était déterminé par leurs coûts de production). L'objet de cet article sera de revenir sur ces trois caractéristiques de la théorie économique avant 1850.

I) CONDILLAC ET SMITH : LES PRECURSEURS

L'année 1776 figure dans tous les manuels d'économie comme la date de publication «*des Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* ». Toutefois, au même moment, un ouvrage publié par un nommé Abbé de Condillac et intitulé «*Le commerce et le gouvernement considérés comme l'un et l'autre* », laisse entrevoir une fracture dans la construction de la théorie de la valeur. Il faudra cependant attendre le début du 19^{ème} siècle pour que le débat (discussions entre J-B Say et D. Ricardo) se cristallise sur l'opposition entre valeur d'usage (utilité) et valeur d'échange.

A) Une théorie de la valeur chez Condillac

En consacrant les premières pages de son texte à une étude approfondie de la valeur, et en montrant que ce phénomène est le fondement de l'économie politique, **Condillac** (1776) «*Le commerce et le gouvernement considérés comme l'un et l'autre* » devançait tout ses contemporains. Le caractère essentiel qui domine la théorie de la valeur de Condillac (reconnu par Mc Leod et Jevons) est la subjectivité. La valeur n'apparaît pas comme une qualité physique, intrinsèque aux choses, mais bien comme une pure conception de l'esprit.

La notion d'**utilité**, développée par Condillac se trouve à la base de toutes les théories **subjectives de la valeur** qui seront énoncées au siècle suivant. Mais ce n'est pas tout, Condillac voit immédiatement que l'utilité n'est pas le seul élément constituant la valeur. La quantité, c'est à dire la rareté, l'abondance ou la surabondance exerce aussi une action décisive.

Cette conception de la valeur conduit Condillac à analyser l'échange d'une manière supérieure aux physiocrates. Selon lui l'échange donne l'illusion d'une égalité à cause de l'intervention de la monnaie qui supprime le troc, les deux marchandises échangées ayant le même prix en argent, on en conclut qu'elles ont la même valeur. Or la réalité est bien différente. La caractéristique de l'échange, c'est que chacune des deux parties cède ce qu'elle a en trop pour obtenir ce qui lui manque, ce qu'elle a en trop est pour elle sans valeur, tandis que ce qui lui manque à une certaine utilité, et par conséquent une certaine valeur. Autrement dit, dans l'échange, les deux parties gagnent quelque chose.

La théorie de la valeur énoncée par Condillac devait le conduire à rectifier deux erreurs importantes des physiocrates :

- l'affirmation des physiocrates selon laquelle l'échange ne fait rien gagner à personne (que le gain de l'un ne fait que compenser le gain de l'autre), est inexacte

- en considérant la matérialité comme la condition essentielle de la richesse, les physiocrates se condamnaient à ne pas voir la véritable nature de l'accroissement de la valeur obtenu par l'application du travail humain à un objet quelconque dans le but d'en créer ou d'en augmenter l'utilité. Le travail est en effet le véritable agent actif de la production de richesse.

B. Adam Smith et la théorie de la valeur

1. Le contexte de la rédaction des Recherches

Les « *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des Nations* » (1776) présentent un double caractère : elle introduit ce que l'on appellera plus tard l'économie politique classique, elle revient sur les principes économiques développés par les prédécesseurs d'Adam Smith. Des prédécesseurs que Smith classe en deux grands groupes : les partisans du système mercantile (**mercantilistes**) et les partisans du système agricole (**physiocrates**).

a) Les Mercantilistes

Le système mercantiliste (XV au XVIII avec des personnes telles que Locke, Colbert, Child), protéiforme, repose sur les trois propositions suivantes :

- L'économie est d'abord politique, et la pratique économique est avant tout la politique économique. La question posée est celle des moyens d'assurer la croissance de la richesse sociale.

- La richesse sociale est exprimée par les moyens qui permettent l'exercice du pouvoir du souverain. C'est en ce sens qu'elle s'oppose à la richesse privée (qui est définie comme l'ensemble des objets utiles dont dispose un individu). La richesse sociale est souvent représentée par le seul objet ne disposant que d'une utilité sociale, la monnaie.

- Si la richesse sociale est représentée par la monnaie et que celle-ci est formée de métaux précieux, il convient d'en favoriser l'importation et d'en décourager (voire d'en interdire) l'exportation. Ceci revient à maintenir un excédent des échanges extérieurs. Pour la plupart des mercantilistes, il semblerait que les relations économiques internationales puissent se représenter comme un jeu à somme nulle (l'enrichissement d'un état ne faisant au détriment des autres).

Smith va s'opposer à ces propositions en prenant le contre-pied :

* Les sujets économiques sont avant les individus. Si l'existence d'un Etat est en général une condition de leur activité économique, ce n'est cependant pas celui-ci qui coordonne leurs actions, mais la concurrence sur le marché.

* La richesse sociale est réelle et non monétaire. Elle est constituée de marchandises qui ont une valeur.

* L'échange international est un cas particulier de l'échange interindividuel. Le jeu de l'échange n'est pas à somme nulle ; au contraire, les échanges permettent que le produit net social soit réparti entre les individus.

b) Les physiocrates

Il constitue une école française sous l'autorité de François Quesnay (seconde moitié du XVII). Cette école renvoie l'idée des règles de gouvernement aux lois naturelles. Son analyse repose sur une représentation (tableau) en forme de circuit, de l'ensemble de l'activité économique. Ce tableau est caractérisé d'une part, par des classes (que Quesnay nomme classe productive, classe stérile et classe des propriétaires), d'autre part, par des flux de richesses qui relient ces classes au cours d'une période de temps donnée.

Au cours d'une période (année), les avances effectuées par la classe productive donnent naissance à un produit brut, dont la valeur est supérieure aux avances. La différence entre le produit brut et les avances constitue le produit net. C'est le seul revenu disponible qui échoit dans les mains de la classe des propriétaires. Le produit net est la part de la richesse produite au cours d'une période que l'on peut consommer sans mettre en péril le schéma de reproduction des avances. La classe stérile modifie la forme du produit, mais n'ajoute rien à sa valeur.

De cette représentation économique, les physiocrates déduisent des principes de politique qu'il est du devoir du gouvernement (monarchique) d'imposer. Ces principes concernent essentiellement l'impôt, qui ne peut être prélevé que sur le produit net. Ainsi tout impôt sur les avances (c'est à dire visant à orienter les flux de richesses) ne pourrait que mettre en péril la reproduction du produit net.

Les critiques de Smith à l'égard des physiocrates se développent sur deux plans :

- **En premier lieu**, Smith récuse la proposition de Quesnay selon laquelle seule l'agriculture est productive, l'industrie ne faisant que transformer les produits agricoles.
- **En second lieu**, Smith reproche à Quesnay de croire que le « *corps politique ne pourrait fleurir et prospérer que sous un régime précis, le régime exact de la parfaite liberté et de la parfaite justice* ». Smith montre qu'au contraire, même sous un régime politique et juridique imparfait, les comportements des individus peuvent, sous certaines conditions, compenser ses imperfections. Les lois de la concurrence qui s'exercent sur les marchés suppléent amplement à ces insuffisances. Ajoutons que Smith (consciemment ou non) substitue à une représentation de l'interdépendance économique en termes de circuit (flux), celle en termes de marché (équilibre O/D).

De ces deux écoles de pensée, c'est la première que cherchera à mettre en cause Smith. Si le système agricole est inoffensif, c'est parce que les propriétaires fonciers (*country gentlemen*) qu'il favorise au détriment des manufacturiers, vivent généralement éloignés de la cour, et isolés dans les campagnes. C'est pour cette raison qu'ils ne peuvent se concerter, se coaliser et former des groupes de pression efficace.

On ajoutera que la pensée physiocratique exerça également sur Smith une influence indéniable (Smith comptait dédicacer la Richesse des Nations à François Quesnay, son décès avant la publication, l'en empêcha). Au contraire, manufacturiers et financiers sont regroupés en ville, et plus particulièrement à proximité de la cour. Ils sont donc à même de former des coalitions solides et, comme ils sont parfaitement au fait des mécanismes marchands, ils disposent, à ce titre, d'arguments convaincants auprès de l'Etat, qui est, de surcroît, traditionnellement leur débiteur. C'est pour cette raison que le système mercantiliste est pernicieux. Ainsi la vie politique (en Angleterre du XVIII siècle) apparaît comme l'expression d'un conflit essentiel qui oppose deux grands groupes sociaux aux intérêts parfois opposés. Ils sont désignés sous les termes de *Landed interest et de Moneyed Interest*.

Smith veut montrer que si la coalition des individus au sein du Moneyed Interest (Mercantilistes) ne peut être interdite par la loi, elle peut par contre, devenir inutile, pourvu que les règles de la concurrence ne soient pas entravées (par les applications mercantilistes). Si ces conditions sont bien remplies, les intérêts des individus ne s'opposent plus, mais deviennent compatibles. Les différentes classes ne sont plus obligées de se constituer en groupes de pression politique. C'est donc d'abord une préoccupation d'ordre politique qui anime Adam Smith. Il s'agit de montrer qu'il est possible d'éviter qu'une classe particulière exerce une mainmise sur l'Etat, et lui interdise d'assurer sa mission fondamentale : permettre la coexistence de groupes d'intérêts différents.

Cette critique des systèmes d'économie politique, développée dans le livre IV, n'est cependant pas suffisante pour comprendre les véritables intentions de l'auteur. Il faut pour cela revenir sur la place qu'occupe les Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations, dans les travaux de Smith. La problématique n'est en effet pas née d'une réflexion économique, c'est en fait le produit de l'échec d'un projet philosophique, celui d'Adam Smith, professeur de philosophie morale à l'université de Glasgow et auteur de la Théorie des Sentiments Moraux (1759).

2. De la théorie des sentiments moraux à la Richesse des Nations

La Richesse des Nations doit être appréhendée non seulement comme un complément à la philosophie morale de Smith, mais également comme une tentative de régler les difficultés internes à la théorie des sentiments moraux. La Richesse des Nations naît de la confrontation de deux réponses à deux questions de la théorie morale et politique :

1° Comment des individus qui ne recherchent pas le bien commun, ne serait-ce que parce qu'ils ignorent en quoi il consiste, peuvent néanmoins coexister et former une société ? (question ancienne qui remonte à Hobbes).

2° Est-ce que l'intérêt général suppose la vertu de chacun ? Le vice principal, qui apparaît comme destructeur de toute société, est essentiellement le désir d'enrichissement illimité (la cupidité), et son corollaire, le goût de la dépense et de la profusion, qui engendre l'inégalité des possessions, l'existence de riches et de pauvres. Cette interrogation alimente pendant tout le XVIII^e siècle la « *querelle du luxe* ». L'une des plus célèbres réponses fût apportée par Bernard de Mandeville¹. Les vices privés sont des vertus publiques car les dépenses de luxe des riches permettent l'emploi des pauvres. Les riches livrent aux pauvres les biens nécessaires qui assurent leur survie en échange des biens de luxe produits par les pauvres. Le vice des riches apparaît alors comme la condition de la survie des pauvres !

Pour être posées, ces questions présupposent cependant de connaître la différence entre le vice et la vertu, la justice et l'injustice. Interrogation qui s'exprime, dans la philosophie morale anglaise du XVIII^e siècle, comme suit : comment se forment nos jugements moraux ?

La réponse à cette question est la généalogie de la morale, qui s'assigne de montrer l'*immédiateté* du jugement moral (les sensations), sa *généralité* (jugement identique à tous) et son caractère *obligatoire*. Ainsi Smith aurait été conduit à l'économie politique précisément parce que, selon lui, cette genèse du jugement moral échoue généralement. Du fait de cet échec, d'une part, les individus ne peuvent connaître immédiatement les règles de justice (les règles de l'échange), d'autre part, certains d'entre eux rechercheront l'enrichissement illimité.

¹ *La Fable des Abeilles ou les vices privés font le bien public*, 1985, Paris, Vrin.

La problématique introduite par la Richesse des Nations chercherait donc à répondre à ces deux questions. **Il s'agit de savoir comment l'accord des individus obtenu grâce à la concurrence sur le marché, qui assure l'équivalence des échanges, peut en même temps rendre compte de la recherche de l'enrichissement illimité par certains et de l'amélioration de la condition de tous.**

La recherche de cette comptabilité conduit Smith à mettre en avant le concept de capital. La nouveauté de la Richesse des Nations, c'est en effet de considérer que l'enrichissement illimité perd son caractère immoral, lorsqu'il prend la forme d'une accumulation du capital. Alors que la recherche du luxe s'accompagne nécessairement de la prodigalité et de la dépense, **l'accumulation du capital résulte de l'exercice d'une vertu, l'épargne**. Cette condition nouvelle permet de comprendre le passage d'une société marchande à une société capitaliste.

Une société marchande serait une société où seuls les travailleurs indépendants entreraient en relation par le biais du marché. Chaque travailleur, guidé par les informations du marché, effectuerait sa tâche indépendamment des autres. Chaque travailleur est un marchand. Une telle société implique l'existence de la division du travail, celle-ci implique à son tour la spécialisation et l'échange de produits.

Une société capitaliste est une société où de plus, existe le salariat. Des marchandises (les biens salaires) sont avancées à des travailleurs par des non travailleurs, qui cherchent à en tirer un profit. Ces avances constituent le capital, Smith substitue la relation salariés-capitalistes à la relation riches-pauvres de Mandeville. L'échange n'est plus celui des marchandises nécessaires contre des biens de luxe, mais celui du travail contre le capital. Le moteur du progrès n'est plus celui de la dépense, mais celui de l'épargne.

3. La valeur chez Smith

Adam Smith analyse la question de la valeur comme une pré-condition nécessaire à l'établissement de son concept de richesse nationale, il attire l'attention de ses lecteurs sur les forces naturelles et celles du marché qui influencent la valeur [*le prix*] à long terme et à court terme. Il établit une dichotomie entre le prix courant d'une marchandise et son prix naturel. Le prix courant [*du marché*] est régulé par l'offre et la demande, alors que le prix naturel, établi à long terme, est égal à la somme des salaires, des rentes et des profits qu'il faut payer, directement ou indirectement, pour produire la marchandise et l'amener sur le marché :

« Le prix de marché de chaque marchandise particulière est déterminé par la proportion entre la quantité de cette marchandise existant actuellement au marché, et les demandes de ceux qui sont disposés à en payer le prix naturel ou la valeur entière des fermages, profits et salaires qu'il faut payer pour l'attirer au marché. On peut les appeler demandeurs effectifs, et leur demande, demande effective, puisqu'elle suffit pour attirer effectivement la marchandise au marché » (1776, [1991, livre I, chap VII, p.126]).

La question des prix (et plus particulièrement celle des échanges) obéit cependant à des règles que les hommes observent naturellement, en échangeant les marchandises les unes contre les autres (ou contre de l'argent). Ces règles déterminent ce que Smith appelle la «*Valeur relative ou échangeable*» des marchandises. Il observe ainsi que le mot valeur a deux significations : «*the value in use* » (la valeur en usage) et «*the value in exchange* » (la valeur d'échange).

La première selon Smith exprime «*l'utilité d'un objet particulier*» alors que la seconde souligne «*la faculté que donne la possession de cet objet d'en acheter d'autres marchandises* »

(1776, [1991, livre I, chap IV, p 96]). Dans le fameux paradoxe de la valeur, certains biens ont beaucoup d'utilité, mais un prix faible (eau), alors que d'autres ont peu d'utilité, mais un prix élevé (diamant)². Ayant introduit ce paradoxe, Smith va arbitrairement et sans explication, détourner son attention de l'utilité pour la diriger vers la nature et la mesure de la valeur d'échange. « *Pour éclaircir les principes qui déterminent la valeur échangeable des marchandises, je tâcherai d'établir : premièrement...secondement...troisièmement...* » (1776, [1991, livre I, chap IV, p. 97).

II) LE PARADOXE DE LA VALEUR

Rejetant³ l'opposition établie par Smith (1776) entre valeur d'échange et valeur d'usage, J-B Say (1803) – souvent présenté comme un vulgarisateur de la pensée de Smith - va réinterpréter les concepts fondamentaux de la pensée classique en se focalisant, d'une part sur l'utilité et sa relation avec la valeur (Diemer, 2000), d'autre part, sur la recherche des fondements basiques de l'offre et la demande (Arena, 2000).

Dans les années qui suivirent la publication du *Traité d'Economie Politique* (notamment la 2^{ème} édition de 1814), le débat a principalement porté sur le rapport entre la valeur et la richesse. Dans le chapitre relatif à *Ce qu'il faut entendre par Production* (chap I du livre I), Say institue l'utilité comme le premier fondement de la valeur des choses. Ainsi le motif qui fait que les choses sont demandées, est leur utilité. Une chose a de la valeur parce que l'utilité qu'elle a la rend désirable, et porte les hommes à faire des sacrifices pour la posséder. L'utilité d'un bien est égale à son prix. La valeur des biens serait la mesure de la richesse.

Cette thèse, souligne Alain Béraud (1992) paraît cependant conduire à des conclusions paradoxales quand on l'applique à l'étude des effets sur la richesse d'une amélioration des techniques de production.

David Ricardo (1815, 1817) reprochera ainsi à Say une confusion entre la valeur d'usage et la valeur d'échange. Il convient en effet de distinguer valeur et richesse, ces deux termes ne sont pas synonymes⁴. Reprenant l'exemple des paires de bas évoqué par Say, Ricardo montre que si un perfectionnement technique permet d'obtenir avec la même quantité de travail deux paires de bas au lieu d'une, l'utilité de la paire de bas n'est pas modifiée bien que sa valeur ait diminué (Potier, 2000). Ainsi, « *l'utilité n'est pas la mesure de la valeur d'échange* » (1817, p 280). L'auteur ajoute qu'il n'est pas possible de proposer une mesure satisfaisante de la richesse.

Dupuit (1844, 1849) apportera une solution satisfaisante à cette énigme en introduisant la notion d'utilité relative (surplus du consommateur). Il s'ensuit que l'utilité d'une marchandise n'est mesurée ni par son prix de marché, ni par son coût de production, mais par le sacrifice maximum que l'agent serait prêt à offrir pour acquérir une quantité donnée (utilité absolue). L'utilité relative d'un produit aurait alors pour expression la différence entre ce prix et le prix d'acquisition que l'agent est obligé de donner en échange (Diemer, 1997). De là Dupuit refuse d'égaliser l'utilité avec la valeur du marché, et maintient au contraire que l'utilité est seulement un élément de la valeur. Dès lors, la difficulté qui apparaît dans l'argumentation de Say, n'a plus raison d'être. La richesse, mesurée par Dupuit, excède la valeur des biens et si le progrès technique entraîne une réduction de

² Ainsi le mot valeur signifie tantôt **utilité gratuite**, c'est à dire sans frais, ni travail, elle ne procure rien par voie d'échange, tantôt **utilité produite** avec le concours du travail et pourvue de valeur échangeable.

³ Les différents travaux de Say (1803 à 1829) sont caractérisés par un incessant va et vient entre refus et acceptation de la théorie smithienne de la valeur.

⁴ Ricardo admettra la distinction établie par Smith entre valeur d'utilité et valeur d'échange (*Principes de l'économie politique et de l'impôt*, 1821, [1977, p 25]), cependant dans une lettre à J-B Say, il soutient qu'on ne doit donner le nom de richesses qu'aux choses pourvues de valeur échangeable (*Œuvres Complètes*, 1848 p 409).

la valeur totale de la production (suite à la diminution du prix du produit), il augmente nécessairement la richesse des agents.

Ainsi la boucle serait bouclée, les longues discussions entre Ricardo et Say, n'auraient pas été perdues, elles seraient venues alimenter la solution du problème. Dès 1844, le paradoxe de la théorie de la valeur avait trouvé une solution dont l'utilité et la rareté en fournissaient la clé.

A) J-B Say et la théorie de la valeur

Le paradoxe de la théorie de la valeur, et avec lui une partie de la théorie de l'utilité ont très bien été résumés par Schumpeter dans son Histoire de l'analyse économique « *A. Smith et pratiquement tous les classiques anglais, sauf Senior, ne s'aperçurent pas des possibilités de l'utilité comme voie d'accès au phénomène économique de la valeur. Il leur suffit de se détourner de la valeur d'usage (valeur in use) en se référant au paradoxe de la valeur, qu'il n'aurait plus fallu traiter comme tel. Je répète qu'il est tout à fait erroné d'expliquer cette attitude, en particulier dans le cas de Ricardo, en disant qu'ils avaient vu tout ce qu'il y a dans l'utilité, mais ne se soucièrent pas d'élaborer un aspect aussi évident des choses. Il est clair qu'ils ne suivirent pas la piste de l'utilité par ce qu'ils ne virent pas la même manière de s'en servir. Pour Ricardo, sa correspondance le prouve. Mais le traitement de Senior constitue une étape déterminée du progrès. En France et en Italie, la vieille tradition qui préférait l'utilité comme voie d'accès ne disparut pas entièrement, mais elle ne porta plus de fruit. J-B Say fit une tentative dans ce sens. Il gâta sa chance. Sa manière de traiter le sujet était encore plus maladroite que superficielle. Elle ne mena nulle part* » (1983, p 394).

Pour bien appréhender ce point crucial de la théorie économique, il faut se rappeler que les premières formulations de la théorie de l'utilité (et plus précisément de l'utilité marginale) n'avaient exercé aucune influence notable sur l'enseignement de l'économie politique. Cependant de nombreux auteurs avaient senti que l'utilité était plus qu'une simple condition de la valeur d'échange (au sens ricardien du terme), qu'elle était en fait la « source » et/ou la « cause » de la théorie de la valeur d'échange. Si dans certains cas, ces auteurs ne parvinrent pas à exploiter convenablement cette idée, dans d'autres, le résultat de leurs travaux n'entraîna qu'un discrédit de la méthode utilisée. J-B Say, à tort ou à raison, est souvent classé dans cette deuxième catégorie d'auteurs (tout comme Condillac, quelques années auparavant). Ce vulgarisateur de Smith⁵, comme aime à le rappeler Schumpeter⁶ (1983, p 158), a cherché à établir une relation de dépendance entre la valeur d'échange et l'utilité en omettant d'ajouter la rareté. De ce fait, il s'est heurté au paradoxe, si souvent énoncé avant lui, que des choses utiles comme l'eau ou l'air n'avaient aucune valeur d'échange.

La démarche de Say peut être présentée de la manière suivante :

1ère étape : L'économie Politique est une discipline qui nous enseigne comment produire, distribuer et consommer **les richesses** d'une société. La notion de richesse doit être étendue à tous les biens capables de satisfaire les besoins des hommes. Selon Say, il existerait deux sortes de richesses, les *richesses naturelles* que la nature nous donne gratuitement comme l'air, l'eau, la lumière du soleil... et les *richesses sociales* que nous acquérons par des services productifs, des

⁵ « *Je révère Adam Smith : il est mon maître. Lorsque je fis les premiers pas dans l'économie politique, et lorsque, chancelant encore, poussé d'un côté par les docteurs de la balance du commerce, et de l'autre par les docteurs du produit net, je bronchais à chaque pas, il me montra la bonne route* » (1820, Première lettre à Malthus, reproduit dans les Œuvres : 1848, p 455).

⁶ Mais également les ricardiens, J-S Mill, Marx parlera de l'insipide Say.

travaux...Les premières ne peuvent entrer dans le champs d'étude de l'économie politique étant donné qu'elles ne sont ni produites, ni distribuées, ni consommées : « *Elles ne sont pas produites, car nous ne pouvons augmenter, par exemple, la masse d'air respirable qui enveloppe le globe ; et quand nous pourrions fabriquer de l'air respirable, ce serait en pure perte, puisque la nature nous l'offre tout à fait. Elles ne sont pas distribuées, car elles ne sont refusées à personne, et là où elles manquent (comme les rayons solaires de minuit), elles sont refusées à tout le monde. Enfin, elles ne sont pas consommables, l'usage qu'on en fait ne pouvant en diminuer la quantité* » (1826 [1848, p 8]). Les secondes sont quant à elles le fruit de la production et l'économie politique a pour objet de les étudier, de les expliquer....

2^{ème} étape : L'étude des richesses ne peut être réalisée sans revenir sur **la valeur**. Les richesses sont les choses que nous possédons et qui ont une valeur. Ainsi la comparaison de la richesse contenue dans les différents objets s'obtient en comparant leur valeur.

« *L'idée de la valeur ne peut être séparée de l'idée d'une mesure des richesses ; car ce qui fait grande la richesse du possesseur d'un objet, rend petite la richesse de ceux qui ont besoin de l'acquérir. Ainsi quand le blé renchérit, la richesse de ceux qui en ont devient plus grande, mais la richesse de ceux qui sont obligés de s'en pourvoir diminue. On ne peut donc pas dire : Tel objet est une grande ou petite richesse, selon qu'il a beaucoup ou peu de valeur ; mais la richesse de cette personne ou de telle communauté est grande, quand les objets qu'elles possèdent ont beaucoup de valeur ; elle est petite dans le cas contraire* » (1826, [1848, p 8]). La valeur serait ainsi une mesure des richesses.

3^{ème} étape : Pour créer de la richesse nationale, il faut créer de la valeur ou augmenter la valeur contenue dans chaque objet. Il suffit pour cela de donner aux objets une utilité qu'ils n'avaient pas auparavant. L'utilité est cette qualité qui fait désirer un objet, qui fait que ce dernier trouve des acquéreurs, des personnes qui consentent à donner quelque chose pour l'avoir. Il existerait donc **une relation entre l'utilité et la valeur**.

« *Pourquoi l'utilité d'une chose fait-elle que cette chose a de la valeur ? parce que l'utilité qu'elle a la rend désirable, et porte les hommes à faire un sacrifice pour la posséder. On ne donne rien pour avoir ce qui n'est bon à rien ; mais on donne une certaine quantité de choses que l'on possède (une certaine quantité de pièces d'argent, par exemple) pour obtenir la chose dont on éprouve le besoin. C'est ce qui fait sa valeur* » (1826, [1848, p 9]).

4^{ème} étape : Le mot «utilité» doit être précisé car l'histoire a montré que ce concept faute d'avoir été bien expliqué, a donné lieu à de nombreux débats. La référence à l'ami et au maître, Jérémie Bentham, est alors précisée dans un **Essai sur le principe de l'utilité** :

« *Le principe de l'Utilité, nettement proclamé par Jérémie Bentham dans ses Traités de Législation, faute d'avoir été bien compris, a donné lieu à des déclamations et à des inculpations peu charitables. Il était d'autant plus nécessaire d'éclaircir les controverses auxquelles il a donné lieu, qu'il est l'unique critérium d'après lequel on puisse juger sainement les actes et les doctrines des législateurs et de l'administration, et qu'il a servi de guide à toutes les personnes qui ont professé une philosophie élevée, souvent sans qu'elles s'en doutassent elles-mêmes* » (1848, p 717) ... « *J'ai remarqué aussi, dès les premiers chapitres du même ouvrage et dans tout son cours, que l'utilité des choses et des actions avait une infinité de nuances et une importance très-diverses, selon que les choses servaient à satisfaire à des besoins indispensables ou futiles... J'ai prié que l'on considérât comme utile tout ce qui pouvait servir, soit en pourvoyant à nos besoins indispensables, soit en multipliant nos jouissances, soit en gratifiant nos goûts, n'apercevant*

d'autre différence, entre une utilité et une autre que son intensité et le degré de son importance » (1848, p 718).

Le principe de l'utilité doit être rattaché à la notion de biens (Say appelle des biens toutes les choses propres à satisfaire nos besoins, et utilité, la qualité qui les y rend propres), à la production (produire c'est en effet donner de la valeur aux choses en leur donnant de l'utilité), au degré d'importance de cette même utilité (Say souligne en effet que les choses qui sont utiles à l'homme, le sont à différents degrés, depuis celles qui sont indispensables à son existence, jusqu'à celles qui lui sont futiles), aux circonstances et aux lieux (ainsi l'utilité des choses varie dans un même pays selon les époques et selon les coutumes d'un pays).

« L'utilité, en économie politique, doit être comprise dans le sens le plus étendu. Une chose peut être utile, parce que les hommes veulent la consommer pour leur satisfaction personnelle ; telle autre, parce qu'ils veulent s'en servir dans une consommation reproductive ; ce dernier cas est celui où se trouvent toutes les matières premières des arts ? A vrai dire, dans tous les cas, les hommes recherchent les choses et n'y mettent de prix que parce qu'elles peuvent servir à leur satisfaction. Or, c'est une sorte de satisfaction que d'employer des matières premières pour se faire des revenus ou accroître ses capitaux » (1826[1848, p 12]).

5^{ème} étape : Rejet de l'opposition établie par Smith entre valeur d'échange et valeur d'usage, **l'utilité est le premier fondement de la valeur**. Dès lors la richesse se ferait en donnant aux choses de la valeur, ce qu'on réalise en leur donnant une utilité quelconque, qui en établit la demande. Le motif qui fait que les choses sont demandées, est leur utilité. Say ajoutera que le prix est la mesure de la valeur des choses et la valeur la mesure de leur utilité, idée qui se résume par le résultat suivant : le prix mesure l'utilité d'un bien.

La définition du mot valeur et la place de l'utilité dans la théorie économique feront l'objet d'une controverse entre David Ricardo et J-B Say. Le débat qui s'en suivit, prend pour support la longue correspondance établie entre les deux hommes de 1815 à 1821, ainsi que les éditions successives du *Traité d'économie politique* et des *Principes de l'économie politique et de l'impôt*.

B) La critique de Ricardo

Le rapport entre la valeur et la richesse, défini par J-B Say, a provoqué durant la première moitié du 19^{ème} siècle, une véritable polémique. Pour Ricardo, la résolution du paradoxe de la valeur, passe nécessairement par une analyse critique des thèses de Say.

L'étude de la correspondance de J-B Say, notamment celle nouée avec D. Ricardo⁷, illustre parfaitement l'objet du désaccord entre les deux hommes. La question de l'utilité, et sa relation avec la valeur génère une succession de définitions, de contradictions,... très significatives du cheminement intellectuel des deux économistes. Ayant lu la 1^{ère} édition du *Catéchisme d'économie politique*, Ricardo souligne que, seule la difficulté de production, et non l'utilité, donne la véritable mesure de la valeur :

⁷ Mais également Malthus : *« Je conçois très-bien qu'on puisse me blâmer relativement à l'extension que je donne au mot utilité, en l'appliquant à tout ce qui peut servir à satisfaire les besoins des hommes. Ces besoins étant de nature fort diverses, on devrait être porté à croire qu'il y avait des utilités fort diverses. Cependant, aux yeux de l'économiste politique, qui cherche à savoir ce qui est richesse et ce qui n'est pas richesse, il n'y en a que de deux sortes : l'utilité donnée par la nature, et qui ne coûte rien, et l'utilité créée par l'industrie, la seule qui coûte de la peine et qui soit de la richesse, parce qu'elle a une valeur échangeable, une valeur au moyen de laquelle on peut faire des achats ».* (Lettre de J-B SAY à T.R Malthus, juillet 1827, 1848 p 512).

- Lettre de D. Ricardo à J-B Say (15 Août 1815)

« Je vois que vous avez un peu modifié la définition du mot valeur, comme dépendant de l'utilité, mais avec timidité. Cependant je vous dirai que vous ne semblez pas encore avoir surmonté la difficulté qui s'attache à l'explication de ce mot scabreux. L'utilité des choses est incontestablement le fondement de leur valeur ; mais le degré de leur utilité ne saurait être la mesure de leur valeur. Une marchandise d'une production difficile sera toujours plus chère que celle que l'on produit aisément, quand même les hommes conviendraient unanimement qu'elle est plus utile que l'autre. Il est bien vrai qu'il faut qu'un produit soit utile pour avoir de la valeur ; mais la difficulté de sa production est la seule mesure de sa valeur ». (1848, p 409)

- Lettre de J-B Say à D. Ricardo (2 décembre 1815)

« Il faut que je me sois bien mal expliqué, puisque vous m'accusez d'avoir dit que l'utilité était la mesure de la valeur ; tandis que je croyais avoir toujours dit que la valeur que les hommes attachent à une chose est la mesure de l'utilité qu'ils trouvent en elle ». (1848, p 412)

- Lettre de D. Ricardo à J-B Say (11 Janvier 1820)

« Vous me paraissez avoir mal compris une de mes propositions. Je ne dis pas que c'est la valeur du travail qui règle la valeur des produits, c'est une opinion que je cherche, de tout mon pouvoir, à détruire. Je dis que c'est la quantité comparative de travail nécessaire à la production qui règle la valeur relative des produits ». (1848, p 414)

- Lettre de J.B Say à D. Ricardo (2 mars 1820)

« Je vous avoue que je ne comprends pas trop la différence que vous établissez entre la valeur du travail qui ne détermine pas la valeur des produits, et la quantité de travail nécessaire à leur production qui détermine la valeur des produits. Il me semble que vous ne pouvez déterminer la quantité et la qualité du travail que par le prix que l'on paie pour l'obtenir. C'est du moins ce que j'ai toujours entendu par la quantité de ce service productif que j'ai appelé service industriel. Son prix fait partie des frais de production, et vous-même établissez très-justement que l'ensemble des frais de production règle la valeur du produit ». (p 415).

- Lettre de J-B Say à D. Ricardo (19 juillet 1821)

« Je ne saurais admettre ce que vous appelez, avec Adam Smith, Value in Use. Qu'est ce que de la valeur en utilité, si ce n'est de l'utilité pure et simple ? Le mot utilité suffit donc ; mais l'utilité seule ne me donne point encore une idée de la valeur. » (1848, p 419).

« Je néglige la différence entre la valeur en utilité et la valeur échangeable, car, en économie politique, nous ne pouvons nous occuper (si ce n'est accessoirement) que de la portion d'utilité qui a été donnée avec des frais ; car l'utilité sans valeur ne saurait entrer dans l'appréciation de nos biens, pas plus qu'une santé robuste, si ce n'est pour remarquer la jouissance qui en résulte⁸ ». (1848, p 420)

⁸ J-B Say établit un lien entre frais de production et utilité du produit : il y a une production si la valeur que peut espérer l'entrepreneur, est suffisante pour rembourser tous les coûts de production (« Un nouvel objet dont le prix n'atteint pas ses frais de production, ne peut donner lieu à une production suivie » (1826, [1848, p 38]).

C'est pourtant dans ses *Principes de l'économie politique et de l'impôt* (1817), que les critiques de Ricardo à l'égard de Say seront les plus virulentes⁹. En reprenant dans le chapitre I, *De la Valeur*, la distinction smithienne entre « value in use » et « value in exchange », Ricardo souligne que les choses tirent leur valeur échangeable de deux sources : leur rareté et la quantité de travail nécessaire pour les acquérir. Il insistera par la suite sur la seconde : « *Quand donc nous parlerons de marchandises, de leur valeur échangeable, et des principes qui règlent leurs prix relatifs, nous n'avons en vue que celles de ces marchandises dont la quantité peut s'accroître par l'industrie de l'homme, dont la production est encouragée par la concurrence, et n'est contrariée par aucune entrave* » (1817, 1977, p 26).

Ricardo reprochera à Say la confusion entre valeur d'usage et valeur d'échange. Lorsque l'on applique les conclusions de Say à l'étude des effets sur la richesse d'une amélioration des techniques de production (le cas d'une production de paire de bas), on arrive au résultat que la concurrence entraîne une baisse du prix des bas, et donc une diminution de leur valeur réelle (à quantité de bas inchangée, le progrès technique génère une réduction de la valeur du produit et donc de la mesure de la valeur). Pour surmonter cette difficulté, Say avance que cette évolution devrait entraîner une hausse de la demande qui viendra compenser la baisse du prix : « *Un produit, lorsqu'il baisse de prix, se met à la portée d'un certain nombre de consommateurs qui, auparavant, n'en pouvaient pas faire la dépense. Beaucoup de familles peuvent acheter un tapis de pied lorsqu'il ne coûte plus que 50 francs, et s'en passaient quand il fallait le payer plus de 100 francs* » (1826 [1848, p 38]). Ainsi une baisse des prix n'occasionnerait pas une diminution de la richesse.

En 1821, dans la troisième édition des *Principes d'économie politique et de l'impôt*, Ricardo reviendra sur la confusion chez Say entre valeur et richesse : « *Un homme est riche ou pauvre, selon l'abondance des choses nécessaires ou d'agrément dont il peut disposer, et qu'elles contribuent également aux jouissances du possesseur, que leur valeur échangeable contre de l'argent, du blé ou du travail, soit forte ou faible. C'est en confondant les idées de valeur et de richesse qu'on a prétendu qu'en diminuant la quantité des marchandises, c'est à dire des choses nécessaires utiles ou agréables à la vie, on pouvait augmenter les richesses. Si la valeur était la mesure de la richesse, on ne pourrait pas nier cette proposition, car la rareté des choses en augmente la valeur. Mais si Adam Smith a raison, si la richesse se compose de choses de nécessité et d'agrément ; dans ce cas elle ne saurait augmenter par la diminution de ces choses* » (1821, [1977, p 243]). En d'autres termes, la richesse ne dépend pas de la valeur.

Dès lors, même si Ricardo accorde à Say, le bénéfice de certaines modifications apportées à la quatrième édition du *Traité d'économie politique*¹⁰ (1819) afin de tenir compte de ses critiques : « *Je me suis efforcé, dans cette édition, d'expliquer plus nettement que dans les précédentes mon opinion sur le problème important et difficile de la valeur : j'ai donc fait quelques additions au premier chapitre. Dans le chapitre consacré aux propriétés distinctes DE LA VALEUR et des RICHESSES, j'ai interrogé et examiné les doctrines qu'il a d'ailleurs corrigées dans la quatrième édition de son ouvrage* ». (1821, Préface) ; il ne peut que constater l'échec de la méthode. Dans le chapitre XX, *Propriétés distinctives de la valeur et des richesses* des *Principes*, Ricardo établit une

⁹ « *La même remarque est applicable aux excellents écrits de M. Say, qui a été le premier ou un des premiers parmi les écrivains du continent à savoir apprécier et appliquer les principes de Smith, et qui, non seulement, a fait plus que tous les auteurs étrangers pour inculquer aux nations de l'Europe les principes d'un système aussi lumineux qu'utile, mais encore a réussi à disposer cette science dans un ordre plus méthodique et plus instructif en l'enrichissant en même temps de recherches plus originales, exactes et profondes (I). Le cas que je fais des écrits de M. Say ne m'a cependant pas empêché d'examiner avec la franchise que les intérêts de la science exigent les passages de son *Traité d'Economie politique* qui ne s'accordent pas avec mes opinions* » (1817, 1977, p 22).

¹⁰ Le chapitre I est maintenant intitulé ; *Les fondements de la valeur des choses ; de la quantité offerte ; et de la quantité demandée.*

liste de 12 passages tirés de la 4^{ème} édition du Traité d'économie politique, au sujet desquels il demande à J-B Say de s'expliquer :

« *Malgré les modifications qu'il a introduites dans la quatrième et dernière édition de son Traité d'Economie Politique, M. Say me paraît avoir très été très malheureux dans sa définition de la valeur et des richesses.... M. Say a tort quand il considère comme synonymes les termes de valeur, d'utilité, de richesse. Je pourrais de ma cause et de la différence essentielle qui existe de ses ouvrages ; tout en reconnaissant, cependant, que dans d'autres passages il combat mes idées. Il m'est, on le pense bien, impossible de concilier ces pages contradictions, et je les désigne à M. Say lui-même, pour qu'il me fasse l'honneur de discuter mes observations dans une édition future de son ouvrage, et qu'il y introduise les explications que tout le monde, comme moi, juge nécessaires pour la parfaite entente de ses doctrines* » (1821, [1977, p 247]). L'argumentation de Ricardo tient en deux certitudes : d'une part, bien qu'elle lui soit absolument essentielle, l'utilité n'est pas la mesure de la valeur d'échange ; d'autre part, même s'il existait une mesure exacte de la valeur, cette dernière ne le serait pas de la richesse, puisque la richesse ne dépend pas de la valeur. Faute de combattant (Ricardo décède en 1823), la controverse s'arrêtera là. Il faudra attendre les articles de Dupuit (1844 et 1849) pour que la discussion prenne un ton nouveau : celui de l'utilité marginale et du surplus.

III) DUPUIT ET LA SOLUTION DU PARADOXE DE LA VALEUR

S'interrogeant sur le concept de l'utilité publique, Jules Dupuit (1844, 1849, 1854) note que l'utilité et sa mesure constituent la base de l'économie politique. Toutefois, il s'avère encore difficile de les définir rigoureusement : « *Le législateur a prescrit les formalités nécessaires pour que certains travaux puissent être déclarés d'utilité publique ; l'économie politique n'a pas encore défini d'une manière précise les conditions que ces travaux doivent remplir pour être réellement utiles ; du moins les idées qui ont été émises à ce sujet nous paraissent vagues, incomplètes et souvent inexactes. Cependant cette dernière question est plus importante que la première* » (1844, p 332). Cette quête initiatique (définir, analyser et mesurer l'utilité) - qui prend l'allure d'une démonstration (selon les termes de Dupuit) - s'effectuera en deux temps :

- dans un article de 1844 intitulé « *De la mesure de l'utilité des travaux publics* », Dupuit avance qu'en économie politique, il faut prendre pour mesure de l'utilité d'un objet le sacrifice maximum que chaque consommateur serait disposé à faire pour se le procurer. Sa conception de l'utilité se rattache à la théorie de la valeur développée par Smith (distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange) et commentée par Mc Cullock. Les critiques de Dupuit sont principalement dirigées vers J-B Say comme le montrent les nombreuses citations du Traité d'Economie Politique et du Cours Complet d'Economie.

- dans un article de 1849 intitulé « *De l'influence des péages sur l'utilité des voies de communication* », Dupuit saisit les critiques adressées par Bordas (article de 1847) pour justifier sa méthode et réitérer ses conclusions. L'économie politique doit prendre pour mesure de l'utilité d'un objet le sacrifice maximum que chaque consommateur serait disposé à faire pour se le procurer. Les critiques adressées à J-B Say sont une nouvelle fois rappelées au lecteur. Les justifications de la méthode s'appuient sur les travaux de Rossi et Destutt de Tracy.

A) 1844 «De la mesure de l'utilité des travaux publics »

Si l'objet principal des recherches de Dupuit reste la définition de l'utilité publique, on est rapidement amené à penser qu'il ne s'agit que d'un prétexte saisi par l'ingénieur des Ponts et

Chaussées, afin de participer au débat qui agite le milieu intellectuel et scientifique de cette seconde moitié du 19^{ème} siècle. Ses principales cibles : J-B Say et la signification du mot utilité.

Selon Dupuit (1844, p 333), Say définit l'utilité comme « *la faculté qu'ont les choses de pouvoir servir à l'homme de quelque manière que ce soit. La chose la plus inutile et même la plus incommode, comme un manteau de cour, à ce qu'on appelle ici son utilité, si l'usage dont elle est, quel qu'il soit, suffit pour qu'on y attache un prix. Ce prix est la mesure de l'utilité qu'elle a au jugement des hommes, de la satisfaction qu'ils retirent de sa consommation ; car ils ne chercheraient pas à consommer cette utilité, si, pour le prix dont elle est, ils pouvaient acquérir une utilité qui leur procurât plus de satisfaction. L'utilité ainsi entendue, est le fondement de la demande qui est faite des produits, et par conséquent de leur valeur. Mais cette valeur ne monte pas au delà des frais de production ; car au delà de ce taux il convient à celui qui a besoin d'un produit de le faire : ou plutôt il n'est jamais réduit à la nécessité de le créer lui même ; car à ce taux il convient à tout entrepreneur de se charger de ce soin* ». Ainsi, apparemment gêné par la confusion de Smith (la distinction entre valeur d'échange et valeur d'usage revient à soutenir que tous les biens ne pouvaient être traités par une même théorie de la valeur), Say aurait essayé de confiner la signification de la valeur au prix. La valeur d'échange serait ainsi déterminée par les frais de production, et le prix de marché serait une mesure de l'utilité du produit¹¹.

Lorsque l'on accepte et qu'on généralise ces définitions, on peut être conduit, rappelle Dupuit (1844) à de graves erreurs dans la mesure de l'utilité de beaucoup de choses qui demandent à être appréciées d'une manière différente. Dupuit va ainsi s'interroger sur l'utilité des routes royales et départementales. Partant du fait que les prix payés par les sociétés, pour les transports qui s'y effectuent, étaient de 500 millions et s'appuyant sur les principes de Say, Dupuit souligne que puisque la société consent à payer ces transports 500 millions, c'est que l'utilité est de 500 millions, elle n'y accorderait pas ce prix si elle n'y trouvait une satisfaction équivalente, 500 millions sont donc la mesure de cette utilité.

Un instant de réflexion, note Dupuit (1844, p 334) suffit cependant pour reconnaître l'erreur de raisonnement de Jean-Baptiste Say : « *Supposons en effet que, l'introduction d'un perfectionnement quelconque dans les moyens de transport, routes et voitures, et qu'il ait pour conséquence de faire baisser les frais de moitié, de manière que les mêmes services que la société payait 500 millions lui soient actuellement rendus pour 250. En conclura-t-on que les routes sont moitié moins utiles, comme semblent l'exiger les principes posés plus haut ? N'est-il pas évident, au contraire, que l'utilité des routes, loin d'avoir diminué, aurait augmenté de 250 millions ?* ». Si la société paye 500 millions les services rendus par les routes, cela ne prouverait ainsi qu'une chose, c'est que leur utilité est de 500 millions au moins. Dans ces conditions, un consommateur estimera que l'utilité d'un bien sera au moins égale à son prix. Soucieux de convaincre ses lecteurs, Dupuit revient sur un essai infructueux de Say, visant à résoudre le paradoxe de la valeur : « *De ce que le prix est la valeur des choses, [dit J-B Say], et de ce que leur valeur est la mesure de l'utilité qu'on leur a donnée, il ne faudrait pas tirer la conséquence absurde qu'en faisant monter leur prix par la violence on aurait leur utilité. La valeur échangeable ou le prix n'est une indication de l'utilité que les hommes reconnaissent dans une chose, qu'autant que le marché qu'ils font ensemble n'est soumis à aucune influence étrangère à cette même utilité. En effet, lorsqu'un homme vend à un autre un produit quelconque, il lui vend l'utilité qui est dans ce produit ; l'acheteur ne l'achète qu'à cause de son utilité, de l'usage qu'il en peut faire. Si, par une cause quelconque, l'acheteur est obligé de le payer au delà de ce que vaut pour lui cette utilité, il paye une valeur qui n'existe pas, et qui par conséquent ne lui est pas livrée* » (1844, p 334).

¹¹ J-B Say reste très proche de la conception smithienne de la valeur.

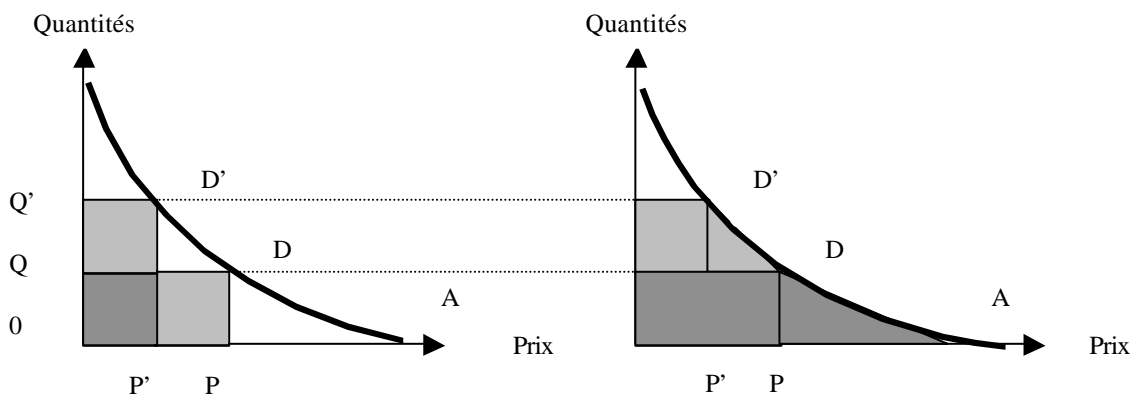
J-B Say utilise à cet effet un exemple dans lequel le gouvernement impose une taxe de 5 sous sur une bouteille de vin de 10 sous. La conséquence de la taxe, souligne-t-il, est simplement de «faire passer pour chaque bouteille 5 sous de la main des producteurs ou consommateurs de vin dans celle des percepteurs». Ainsi Say regarde les 10 sous (c'est à dire le coût de production) comme la valeur réelle du vin et les 5 sous comme ne contribuant à rien en matière d'utilité.

Dupuit accepte l'idée que la taxe de 5 sous sur le vin n'ajoute aucune utilité au produit, mais en même temps, il lui paraît évident que le produit aurait dû avoir une utilité au moins équivalente à 15 sous pour que le consommateur l'achète. Sinon, le consommateur n'achèterait pas de vin. Pour justifier ce point de vue, Dupuit introduit le concept de surplus du consommateur (l'utilité relative). Suite à la taxe sur le vin, Dupuit maintient que «tous ceux qui attachent à l'acquisition du vin une valeur plus grande que 15 sous, achèteront et réaliseront une espèce de bénéfice variable d'après l'importance de l'estime qu'ils faisaient de cette acquisition » (1844, p 336).

D'après ces faits, Dupuit en conclut : 1° qu'on est porté à reconnaître dans chaque objet consommé une utilité variable d'après chaque consommateur, 2° que chaque consommateur attache lui-même une utilité différente au même objet, suivant la quantité qu'il peut consommer.

Mesurer l'utilité publique, ce serait d'abord admettre que ces faits se reproduisent plus souvent qu'on ne le pense (Dupuit prendra l'exemple de la distribution d'eau dans une ville). Il s'ensuit que l'utilité d'une marchandise n'est mesurée ni par son prix de marché, ni par son coût de production [comme le pensait Say] mais par le prix le plus élevé (le sacrifice maximum) que l'agent serait prêt à offrir pour en acquérir une quantité donnée (l'utilité absolue). L'utilité relative ou définitive d'un produit a pour expression la différence entre ce prix et le prix d'acquisition que l'agent est obligé de donner en échange.

Le schéma présenté ci-dessous (Béraud, 1992 ; p 403) permet d'analyser la relation entre valeur et richesse définie par nos deux auteurs.



« Pour Say, le prix d'un bien mesure son utilité. Si une quantité Q de bien se vend au prix P , la richesse que constitue le stock de ce bien est mesurée par la surface du rectangle $OPDQ$. Supposons que les coûts de production diminuent jusqu' à P' . La demande est D' et la mesure de la richesse ne croît que si la surface du rectangle $OP'D'Q'$ est supérieure à la surface $OPDQ$. Pour Jules Dupuit, l'utilité d'un bien est mesurée par le sacrifice maximum qu'un agent est disposé à faire pour l'acquérir. Si pour une offre Q , le prix est P , la mesure de la richesse est l'intégrale située sous la courbe de demande, c'est à dire la surface $OADQ$. Un progrès technique qui fait baisser le prix à P' accroît nécessairement la richesse » (Béraud, 1992, p 403).

De là, Dupuit refuse d'égaliser l'utilité avec la valeur du marché, et maintient au contraire que l'utilité est seulement un élément de la valeur. Ainsi dès 1844, le paradoxe de la théorie de la valeur (diamant-eau) avait trouvé une solution dont l'utilité et la rareté en fournissaient la clé. La valeur d'échange des diamants était élevée parce que la quantité en était limitée : seuls les agents disposés

à faire le plus grand sacrifice, pouvaient acquérir le bien en question. La découverte de Dupuit permettait à tous les biens (diamants et eau) de suivre la même loi de la valeur.

Arrêtons-nous là un instant afin d'examiner non pas le résultat des travaux de Dupuit (même si la solution introduit en toile de fonds le concept d'utilité marginale), mais la méthode « scientifique » utilisée. En effet, pour critiquer l'analyse de Say et introduire le concept d'utilité marginale, Dupuit revient sur la distinction entre valeur en usage et valeur en échange, présentée par Adam Smith, et commentée par Mc Culloch : « *Le mot valeur a souvent été employé pour désigner non-seulement le prix d'échange d'un article, ou sa faculté d'être échangé contre d'autres objets que le travail seul peut donner, mais encore son utilité ou la propriété qu'il possède de satisfaire à nos besoins, ou de contribuer à notre bien-être et à nos jouissances. Mais il est évident que l'utilité des marchandises est une qualité tout à fait différente de leur qualité d'échange ; témoin le pouvoir qu'à le blé d'apaiser notre faim, et l'eau d'étancher notre soif. Le docteur Smith a découvert cette différence, et il a démontré l'importance qui s'attachait à distinguer l'utilité des marchandises, ou, comme il le disait, leur valeur d'usage ou naturelle, de leur valeur d'échange. Confondre des qualités si essentiellement distinctes serait évidemment entrer dans la voie des plus absurdes conclusions. Aussi pour éviter de méconnaître le sens d'un mot aussi important que celui de la valeur, il serait mieux de ne l'appliquer qu'à la valeur d'échange, et de réserver le mot utilité pour exprimer le pouvoir ou la faculté que possède un article de satisfaire à nos besoins ou de répondre à nos désirs* » (1844, p 340). Ainsi la nouvelle mesure de l'utilité que Dupuit tire de ses observations, trouve ses origines dans la traditionnelle école anglaise dont Mc Culloch fait partie.

B) 1849 «De l'influence des péages sur l'utilité des voies de communication»

Cet article - qui rappelle et complète les principaux résultats avancés par Dupuit dès 1844 - intervient après les vives critiques énoncées par Bordas (1847) dans le 3^{ème} cahier des Annales des Ponts et Chaussées. Dupuit analyse une à une les différentes objections de son confrère. Il prend cependant la peine de souligner que ce n'est pas la première fois que le mot utilité sert de prétexte à une discussion d'économie politique. La correspondance que J-B Say et Ricardo¹² ont entretenue pendant près de 15 ans, n'a d'ailleurs pas trouvé d'issue étant donné que l'un et l'autre sont restés sur leur position.

Dans un premier temps, c'est la question de la valeur d'échange et sa relation avec la valeur que souhaite traiter Dupuit. Pour ce faire, il fait appel à Pellegrino Rossi¹³, « l'illustre successeur de J-B Say à la Chaire du Collège de France¹⁴ » et une autorité incontestée par tous

¹² Contrairement à l'article de 1844, Dupuit fait explicitement référence à Ricardo (rappelons que les correspondances furent publiées en 1848 dans les Œuvres Complètes de J-B Say).

¹³ Pellegrino Rossi (1787 – 1848) fonda avec Sismondi, Bellot et Etienne Dumont : les *Annales de législation et de jurisprudence*, dans lesquelles il expose sa *théorie des principes dirigeants*. Il publiera un « *Traité de Droit Pénal* » dans lequel il emprunte à Bentham, le principe matérialiste de l'utilité. Selon lui, punir est un droit social qui dérive du droit absolu, et qui impose à l'Etat, un devoir dont la justice est le principe, et l'utilité la mesure (1850, p 165). Il a produit ensuite un Cours d'économie politique (1840-1854) dont les 3^{ème} et 4^{ème} volumes ont été publiés après sa mort.

¹⁴ Durant sa présence en Suisse (1816-1833), Rossi ayant obtenu la naturalisation suisse et le droit gratuit de bourgeoisie, occupera successivement la Chaire de Droit Romain à Genève, puis le poste de Député au Conseil représentatif de Genève et sera enfin rapporteur de la commission chargée de réviser le pacte (projet de 120 articles destinés à reconstituer la Suisse). C'est au cours d'une mission diplomatique auprès du gouvernement français qu'il tissa avec M. de Broglie (Ministre des affaires étrangères) et M. Guizot (Ministre de l'instruction publique) des liens d'amitiés et des échanges doctrinaires. M. Guizot lui proposa durant l'automne 1833, la Chaire d'économie politique demeurée vacante au collège de France par la mort de J-B Say (Ecole de Droit). Rossi deviendra ensuite, successivement, Conseiller de l'Université, Doyen de l'Ecole de Droit et Membre de la Chambre des Pairs. Il rapporta des lois sur les sucres, sur la Banque de France, sur le régime financier des colonies, sur l'enseignement public...

ceux qui font de l'économie politique¹⁵. Dans le Cours d'Economie Politique¹⁶ (4 volumes) auquel Dupuit fait référence, Rossi a cherché à faire un exposé des causes physiques, morales et politiques qui influent sur la production. Il traite de la théorie de la valeur après Adam Smith, de la théorie du fermage après Ricardo, de la théorie de la population après Malthus¹⁷, de la théorie des débouchés après J-B Say, de la théorie du capital... Dupuit s'appuie sur la 4^{ème} leçon du livre I pour rappeler à Bordas et ses lecteurs, que l'utilité (la valeur en usage) est la partie essentielle de la science des richesses (Economie politique) : *« Il est beaucoup d'auteurs pour qui la valeur en échange est seule un fait économique ; ils ne regardent la notion de la valeur en usage que comme une pure généralité, à laquelle on peut faire tout au plus l'honneur de la mentionner, dès le début, en passant, pour ne plus s'en occuper ensuite. Pour eux, l'économie politique est plus encore la science des échanges que la science de la richesse. C'est là, il faut le dire, une erreur qui attaque la science dans ses bases, qui la mutile et la dénature. Et d'abord, s'il est vrai que la valeur en usage est l'expression du rapport qui existe entre nos besoins et les objets extérieurs, il serait étonnant qu'on pût retrancher impunément ce fait fondamental du domaine de la science... Je dis que dans le système de ceux qui prétendent ne s'occuper que de la valeur en échange, la science se trouverait mutilée ; un grand nombre de faits économiques se trouveraient inexplicables... Redisons-le, l'étude de la valeur en usage est une partie essentielle de la science, en négligeant cette étude, ou perdant de vue la distinction fondamentale des deux valeurs, plus d'un économiste a contribué à jeter la science dans une véritable logomachie »* (1840, p 58-59 [passage cité par Dupuit, 1849, p 172]).

Dupuit souligne que c'est la voie qu'il avait empruntée dans son article de 1844 : *« J'ai suivi sur l'utilité, dans mon article de 1844, les notions admises par M. Rossi, contrairement aux idées de J-B Say, parce que je les ai trouvées conformes à la raison, et que je pense, avec cet habile économiste, que lorsque cette circonstance se présente, il faut décliner avec fermeté, mais avec une fermeté respectueuse, l'autorité de nos maîtres »*. (1849, p 173). La valeur en usage devient un rapport essentiel qui domine toute l'économie politique. Les explications (distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange, relation entre valeur et richesse) et les résultats donnés par Rossi, prennent une nouvelle dimension (ils s'inscrivent dans le prolongement de la révision de la théorie de la valeur) :

« Pour que l'échange est lieu, le concours de certaines circonstances est nécessaire. Cela suppose des deux côtés possession, volonté de s'en dessaisir, envie et moyens d'avoir ce qu'un autre possède. Supprimez l'une de ces données, il n'y a pas d'échange... »

Avec Smith, j'appelle la première espèce d'utilité valeur en usage, puissance de satisfaire immédiatement nos besoins ; la seconde, je la nomme valeur d'échange, puissance de nous procurer, par le troc, des choses qui puissent satisfaire immédiatement nos besoins...

De ces notions, qui ne sont que la traduction en langage scientifique, des faits généraux les plus irrécusables, il résulte :

I° que la valeur n'est que l'expression d'un rapport essentiellement variable. C'est le rapport de nos besoins avec les choses, et nul n'ignore que nos besoins sont à la fois divers et mobiles ; même ceux qui nous sont communs à tous et qui dérivent de notre constitution organique, sont variables, du moins par leur intermittence et par les degrés de leur intensité. En conséquence,

¹⁵ L'Académie de Science Politique le chargea de retracer l'histoire de la science économique et d'en apprécier les progrès depuis la fin du 18^{ème} siècle jusqu'au milieu du 19^{ème}. Marx fera de nombreuses éloges de Rossi dans « *Le Capital* ».

¹⁶ Les travaux de Rossi ont été publiés grâce aux notes de M. Porée (chef de division au ministère des travaux publics). Ce dernier avait suivi le cours de Rossi de 1834 à 1838 au Collège de France.

¹⁷ Rossi rédigera l'introduction à *l'Essai sur le principe de Population* de Malthus.

la valeur n'est ni une chose constante, ni une qualité inhérente aux objets ; il n'y a rien dans la valeur d'exclusivement objectif...

2° La valeur en usage est l'expression d'un rapport essentiel qui domine toute l'économie politique ; le rapport des besoins de l'homme avec les objets extérieurs. La valeur en échange n'est qu'une forme de la valeur en usage : elle dérive du même principe..., elle existe parce que l'autre existe et non par elle-même ; s'il n'y avait pas de valeur d'usage, il n'y aurait pas de valeur d'échange, tandis qu'il peut y avoir valeur d'usage sans valeur en échange

3° Enfin la valeur en usage dure tant qu'existe le rapport entre les objets et les besoins de l'homme. La valeur en échange n'existe réellement qu'au moment même de l'échange » (1840, p 50-51-52).

Rossi insiste donc sur le caractère à la fois déterministe et variable de la valeur en usage (résultat qui sera la pierre angulaire des travaux de Dupuit) et le caractère conjectural de la valeur échangeable : (« La valeur en usage est l'expression d'un rapport qui appartient à tous les temps et à tous les lieux. La valeur en échange est de sa nature chose éventuelle » 1840, p 58).

Dans un second temps, Dupuit cherchera à revenir sur la définition de l'utilité et de l'utilité publique : « Dans son acceptation ordinaire, utilité signifie la faculté qu'ont certaines choses de satisfaire ceux de nos désirs qui sont conformes à la raison. En économie politique, le mot utilité peut s'appliquer à tout ce qui satisfait un désir, que ce désir soit ou ne soit pas conforme à la raison... En économie politique, tout ce qui sert, tout ce qui a un usage, est utile...L'expression utilité publique n'est pas plus difficile à comprendre, car le mot utilité y conserve le sens que nous venons de définir » (1849, p 176). Il s'appuiera une nouvelle fois sur les travaux de Rossi afin de répondre aux accusations de Bordas :

1° Contrairement à ce qu'indique Bordas, il n'a introduit qu'une seule définition de l'utilité (Bordas avait décelé 4 définitions différentes du mot utilité : en langage ordinaire, en économie politique, lorsqu'il est joint au mot politique, dans l'article de Dupuit)

2° il n'a pas fait de confusion entre l'utilité et la valeur

«Qu'est ce que la valeur, qu'est ce que la richesse ? Si le bon sens répond facilement à ces questions, les livres y répondent de tant de manières diverses que l'esprit de critique a eu raison d'affirmer qu'ils n'y répondent pas du tout. La valeur, encore une fois, est l'expression du rapport qui existe entre les besoins de l'homme et les choses. La richesse est un mot générique qui embrasse tous les objets dans lesquels ce rapport se vérifie. Un objet est-il propre à satisfaire nos besoins ? il y a là une valeur. L'objet lui même est richesse. Ainsi, valeur et richesse, sans être synonymes, sont deux expressions nécessairement corrélatives. La valeur, c'est le rapport ; la richesse c'est l'ensemble de tous les objets où ce rapport se réalise. Voilà ce que nous dit le sens commun, dont la science n'a ici aucun droit de s'écarter» (1840, p 64, [Dupuit, 1849, p 178]).

Arrêtons-nous quelques instants sur cette citation, afin d'en préciser le contenu. L'auteur insistera dans son Cours d'Economie Politique sur quatre idées qui ne peuvent, selon lui, faire l'objet d'aucune contestation :

- La valeur d'échange repose à la fois sur l'utilité que l'on a d'une chose et sa quantité : « Rappelons que la valeur en échange de toutes choses résulte de deux éléments : du besoin qu'on a de la chose et de sa quantité. Toutes les fois que l'un et l'autre élément, l'utilité et la quantité, sont sujets à variation, il y a nécessairement variation dans la valeur » (1840, p 163)

- Il y a richesse partout où il y a valeur d'usage : «La valeur en usage, c'est la qualité ; la richesse, c'est l'objet dans lequel cette qualité se trouve. La richesse est à la valeur ce que la matière est aux propriétés de la matière...partout où nous trouvons la propriété de satisfaire nos besoins et la

possibilité de tirer parti ces choses, nous reconnaissons la richesse. La valeur en échange en est une qualité ultérieure. Ce n'est pas la valeur en échange qui constitue la richesse, c'est par ce que la richesse préexiste que la valeur en échange est possible» (1840, p 192).

- La richesse se subdivise en richesse naturelle [eau, air..] et en richesse produite par le travail de l'homme : *«La richesse se subdivise donc en richesse naturelle et richesse produite, et la richesse naturelle se subdivise à son tour en richesse limitée et richesse illimitée ; ce qui n'est pas exactement synonyme de richesse échangeable et de richesse non échangeable » (p 1840, 192).* *« En traitant diverses questions qui se rattachent aux bases mêmes de l'économie politique, nous avons fait remarquer que la richesse se divise en richesse naturelle et richesse produite, et que, bien que la richesse produite ne puisse pas occuper exclusivement la pensée de l'économiste, elle constitue cependant l'objet principal de la science » (1840, p 201).* On retrouve, d'une certaine manière, la distinction déjà établie par J.B Say entre richesses naturelles et richesses sociales (ce qui fera dire à Schumpeter que, *«du point de vue de l'analyse, [l'œuvre de Rossi] c'est du ricardisme¹⁸ délayé d'un peu de Say » (1983 , p 184).*

- La valeur d'un objet sera défini par son utilité (sa capacité à satisfaire un besoin) et sa rareté : *«Après avoir nettement indiqué la différence entre les deux valeurs, Smith lui-même a failli dans l'application du principe. Il a dit que le diamant avait une valeur en échange hors de proportion avec sa valeur en usage. Non, messieurs, la valeur du diamant est parfaitement proportionnée à son utilité, en prenant ce mot dans le sens que les économistes doivent lui attribuer. L'utilité, c'est la propriété de satisfaire un besoin, réel ou factice, permanent ou passager, physique ou intellectuel, peu importe. D'où vient la valeur du diamant ? De l'intensité et de la vivacité du besoin que le diamant satisfait. Il est une marque de distinction, un signe de richesse, un moyen d'embellissement. Le diamant a une valeur en échange proportionnée au service qu'il est censé rendre à la personne qui le possède, c'est à dire à la valeur en usage. Si l'on découvrait le moyen de fabriquer du diamant par la cristallisation du carbone, de manière que les boutiques des lapidaires pussent être couvertes de diamants, la valeur de ces diamants tomberait peut-être au niveau de celle des morceaux de verre, et l'on trouverait alors d'autres objets qui, par leur beauté et leur rareté, pourraient satisfaire les exigences de l'ostentation et du luxe. La rareté est ici un moyen direct de satisfaction ; elle apaise ce besoin de notre nature, qui consiste à désirer d'avoir ce que les autres n'ont pas. C'est un besoin que le moraliste peut condamner, et que la raison doit contenir dans de justes limites ; mais en fait, c'est un besoin pour la satisfaction duquel les hommes sont disposés à faire de grands sacrifices » (1840, p 67-68).* Cette conclusion, que Dupuit n'a pas semblé utile de mentionner, indique que Rossi avait parfaitement saisi le paradoxe de la valeur. La théorie des besoins (Rossi parle précisément *« d'énergie des besoins »*), les rapports de la valeur en usage avec la valeur en échange, la rareté des objets sont des concepts que l'économiste ne doit pas perdre de vue.

Cependant, ce n'est pas la mesure de la valeur qui intéresse Rossi, mais bien les causes qui la déterminent. Il ne voit que deux formules lui permettant d'atteindre ce but : celle de l'offre et de la demande (directe mais philosophique) et celle des frais de production (indirecte mais pratique). Par la suite, l'auteur ne retiendra que la seconde, plus proche des thèses de Ricardo¹⁹ : *« Nous*

¹⁸ Rossi a souvent été présenté comme un disciple de Ricardo, notamment pour ce qui concerne la théorie de la valeur et de la rente foncière : *« [La théorie de la rente foncière] a été mise en lumière, entre autres, par Ricardo, auquel cependant on peut reprocher les répugnances qu'elle a rencontrées dans l'esprit d'un grand nombre d'économistes, surtout en France. Esprit éminent et le premier des économistes après Smith, Ricardo n'a pas toujours apporté dans l'exposition de ses idées toute la clarté désirable. Il a quelquefois abusé du langage et sacrifié la clarté des formes concises et abstraites dont la rigueur n'est cependant qu'apparente. Aussi a-t-il souvent été mal compris ».* (1840, p 129). Rossi reprochera cependant à Ricardo son manque de discernement concernant l'influence des monopoles.

¹⁹ *« La formule de Ricardo repose sur des faits matériels appréciables, et qu'il est facile de comparer entre eux. Encore une fois, quand je dis en raison de l'offre et la demande, je ne sais pas quelles sont l'offre et la demande de cet objet,*

pouvons à cette heure accepter comme conséquences parfaitement légitimes ces deux points : 1° La formule de l'offre et la demande, en tant que résumant la théorie des besoins, renferme l'explication vraie, complète, subjective de toutes les variations de la valeur échangeable. 2° Cette formule ainsi comprise n'offrant pas à la science un instrument facile à manier et d'une application fructueuse, on a dû s'efforcer d'arriver à une autres formule qui, meilleure comme instrument, ne fût cependant qu'une traduction de la première. De là la formule qui a dit : le fait régulateur de la valeur échangeable des choses, c'est la quantité de travail nécessaire pour les produire ; et, en généralisant davantage, la cause déterminante de la valeur en échange se trouve dans le coût des choses, dans les frais de production » (1840, p 89).

Dans un troisième et dernier temps, Dupuit fera référence à *l'Essai sur le principe de l'utilité* du *Cours complet d'économie politique* de J-B Say et au *Traité d'économie politique* de Destutt de Tracy, afin de rappeler à Bordas que l'utilité est variable et susceptible d'être mesurée :

« J'ai remarqué aussi, dès les premiers chapitres du même ouvrage et dans tout son cours, que l'utilité des choses et des actions avait une infinité de nuances et une importance très-diverses, selon que les choses servaient à satisfaire à des besoins indispensables ou futiles.... J'ai prié que l'on considérât comme utile ce qui pouvait servir, soit en pourvoyant à nos besoins indispensables, soit en multipliant nos jouissances, soit en gratifiant nos goûts, n'apercevant d'autre différence, entre une utilité et une autre, que son intensité et le degré de son importance » (Say, OC 1848, p 717-718).

« La mesure de l'utilité réelle ou supposée d'une chose est la vivacité avec laquelle elle est désirée généralement. Or, comment fixer les degrés d'une chose aussi inappréciable que la vivacité de nos désirs ? nous avons cependant une manière très-sûre d'y parvenir : c'est d'observer les sacrifices auxquels ces désirs nous déterminent » (Destutt de Tracy, 1823, p 83).

Tout en restant fidèle à ces définitions, Dupuit réitère un résultat qu'il avait souligné dans son précédent article (1844) : la mesure de l'utilité d'un objet réside dans le sacrifice maximum que chaque consommateur serait disposé à faire pour se le procurer. Il s'agit ici du **principe fondamental de la théorie de l'utilité** que l'auteur souhaite développer. Pour s'en persuader, Dupuit rappelle au bon souvenir de ses lecteurs les exemples du libraire et du morceau de pain cités par Rossi : *« En passant devant un libraire, je vois un ouvrage qui me plaît ; s'il ne coûte que 10 francs, je l'achète, il en coûte 50, il en coûte 100, c'est un de ces magnifiques volumes où brille avant tout le génie financier et esthétique de l'imprimeur, je passe outre ; mon désir est-il évanoui ? Non. Mais si je donne les 100 francs, il me faudra retrancher de mon budget quelque chose qui m'est plus utile ou plus agréable que ce livre. Donc pour cela seul qu'il coûte 100 francs au lieu de 10, que je ne pourrais faire de telles dépenses qu'en retranchant quelque chose à l'entretien de ma famille, à l'éducation de mes enfants, je m'abstiens. Il est des besoins plus importants que je dois satisfaire avant tout ».* (1840, p 87 [Dupuit, 1849, p 184]). Cet exemple met en évidence les deux idées suivantes : l'utilité d'un produit est différente pour chaque consommateur, l'utilité d'un produit est également différente pour le même consommateur. Selon Dupuit, le commerçant ou le libraire sont d'autant plus conscients de l'existence de cette **« gradation de l'utilité »**, qu'ils *« vendent à des prix très différents, le fin, le très-fin, le superfin et l'extrafin, bien qu'ils ne présentent d'autre différence que le superlatif de l'étiquette »* (1849, p 189). On aperçoit en toile de fonds, la conception d'une utilité variable (et par la suite de l'utilité marginale), la courbe de consommation, l'influence du monopole... des concepts que Rossi avait successivement appréhendés dans son *Cours d'économie Politique* (1840, p 110-111, 142-143).

quelles sont l'offres et la demande de cet autre objet ; mais si l'on me dit : comme les frais de production, je puis me faire plus facilement une idée du prix relatif de ces denrées. C'est là l'avantage de la formule de Ricardo » (1840, p 98).

Conclusion

Dans la tradition philosophique française, l'économie politique tire ses origines des travaux de Destutt de Tracy (inspiré par Etienne Condillac) et J-B Say (digne représentant de Smith en France). J-B Say a essayé de réconcilier les partisans de la théorie de l'utilité et ceux des coûts de production. Ses résultats sont cependant quelque peu contrastés. D'un côté, il crée une confusion analytique - le paradoxe de la valeur - qui fera l'objet d'une longue correspondance avec David Ricardo. De l'autre, il permet à Dupuit de réparer cette erreur, à l'aide du concept de l'utilité marginale. Dupuit (1844, 1849, 1853) maintient en effet que l'utilité est la clé pour analyser et comprendre les comportements microéconomiques. Le paradoxe de la valeur trouve ainsi sa solution dans l'utilité et la rareté. Si ce résultat est maintenant bien connu de la théorie économique (Béraud, 1992), ce qui est toutefois surprenant, c'est la démarche suivie par Dupuit. Ce dernier fait référence à la distinction entre valeur en échange et valeur en usage proposée par Smith et commentée par Mc Culloch, à la définition de l'utilité présentée par Destutt de Tracy, à l'existence d'une utilité caractérisée par un ensemble de nuances et une certaine intensité (J-B Say). En voulant montrer au lecteur, qu'il était resté fidèle aux définitions de ces pairs, Dupuit s'inscrit dans la continuité de leurs travaux (Fig 1). Les nombreuses références à Rossi semblent également signifier que le paradoxe de la valeur avait déjà trouvé sa solution, près de 30 ans auparavant, et que la longue controverse entre Say et Ricardo n'aura pas été perdue pour tout le monde.

Fig 1 : Aux origines de la théorie de la valeur

